

FAITS MARQUANTS DE L'AWG-LCA 12 ET DE L'AWG-KP 14 VENDREDI 8 OCTOBRE 2010

Le vendredi, divers groupes de rédaction se sont réunis dans le cadre de l'AWG-LCA pour l'examen des thèmes de vision commune, adaptation, atténuation et finances, technologie et renforcement des capacités. Des groupes de contact et des discussions informelles en vertu de l'AWG-KP ont examiné les conséquences potentielles, l'UTCATF, les mécanismes et les réductions des émissions de l'Annexe I. L'AWG-KP a tenu également une séance plénière informelle dans l'après-midi pour débattre des éléments d'un résultat équilibré à Cancun.

GROUPES DE REDACTION DE L'AWG-LCA

VISION COMMUNE: Les discussions ont porté sur la structure et le contenu d'une décision sur une vision commune. Certaines parties ont suggéré un paragraphe de cadrage pour présenter le contexte de la vision commune, et proposé des textes à cet égard. Pour ce qui est du contenu, plusieurs parties ont proposé de se concentrer sur l'objectif à long terme des réductions des émissions, soulignant qu'il s'agit là de l'unique élément susceptible de faire l'objet d'un consensus à Cancun.

Elles ont soutenu que les autres questions en suspens pourraient être résolues l'année prochaine, et ont noté la possibilité de s'accorder à Cancun, sur un processus à cet effet. D'autres parties ont souligné que l'objectif d'une vision commune est de renforcer la mise en œuvre de la Convention et que, par conséquent, l'examen de tous les éléments proposés, y compris l'atténuation, l'adaptation, le financement, la technologie et le renforcement des capacités, doit être mené en même temps que celui de l'objectif global de réduction des émissions.

Certaines parties, contrées par d'autres, ont suggéré que le co-animateur prépare un texte pour faciliter les négociations. Les parties ont convenu que Turesson, le co-facilitateur, prépare une «feuille de papier» comportant des rubriques, des puces et des références aux paragraphes pertinents du texte de négociation, avant la poursuite des consultations.

FINANCES, TECHNOLOGIE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES:

Le groupe de rédaction a examiné les finances dans la matinée, et la technologie dans l'après-midi. Au cours des discussions sur les finances, les parties ont examiné

le financement à long terme, le MRV de l'appui, le rôle du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et les attentes pour Cancun. A propos de l'échelle du financement à long terme, de nombreuses parties ont souligné la nécessité d'un financement nouveau, additionnel, suffisant et prévisible, ainsi que de contributions fixées provenant essentiellement des sources publiques. D'autres parties ont mis en garde contre le fait de proposer "des pourcentages simplistes", notant qu'elles attendent avec intérêt les résultats du Groupe consultatif de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU sur le financement des changements climatiques. Pour ce qui est du MRV de l'appui financier, certains ont préconisé d'utiliser, en s'y appuyant, les systèmes de communications nationales existants, plutôt que de consigner le soutien financier aux pays en développement dans un registre.

Certaines parties ont soutenu la confirmation du FEM comme entité chargée du fonctionnement du mécanisme financier, tandis que d'autres ont préconisé la poursuite de la réforme de cette institution, pour lui permettre d'être davantage à l'écoute de la Convention. La nécessité de créer un lien entre les discussions sur le rôle du FEM et celles sur la rationalisation de l'architecture financière a également été soulevée.

A propos de la technologie, les parties ont examiné la composition, les modalités et les procédures de fonctionnement du TEC, ainsi que le mandat du CTCN. Certaines parties ont mis en garde contre un retour à un texte déjà accepté. Goote, le co-facilitateur a indiqué qu'il intégrera les suggestions dans une version actualisée. Les parties ont discuté brièvement des droits de propriété intellectuelle et Goote, le co-facilitateur a souligné que ce texte est resté inchangé et sera réexaminé à Cancun.

ADAPTATION: Dans la matinée, le groupe de rédaction a examiné les rapports. Certaines parties ont souligné la nécessité de: faire rapport sur les activités entreprises et sur l'appui fourni et reçu pour les mesures d'adaptation; et d'assurer la transparence, la responsabilité mutuelle et une gouvernance solide. D'autres parties ont souligné la nécessité de faire rapport sur l'appui fourni, afin d'identifier les insuffisances et les écarts dans l'appui, et de fournir des informations sur les expériences et les leçons apprises. Les parties ont également examiné le texte révisé sur les arrangements institutionnels au niveau national.

Dans l'après-midi, les parties ont examiné les arrangements institutionnels pour l'adaptation, ainsi qu'une proposition relative à un comité sur l'adaptation et ses fonctions. D'autres parties ont

insisté sur l'utilisation des institutions et de l'expertise existantes dans le cadre de la Convention, tout en reconnaissant le travail entrepris par d'autres organismes.

ATTENUATION (sous-paragraphe 1 (b) (i) du PAB) (atténuation par les pays développés): Dans la matinée, le groupe de rédaction a examiné: le concept et les critères pour l'admission des pays dans l'Annexe I; l'inscription des objectifs pour les pays développés; la formulation et l'accent sur le MRV pour les pays développés, et la conformité.

De nombreuses parties se sont opposées à une discussion sur l'admission, arguant que ce point ne fait pas partie du BAP et ne rentre donc pas dans le mandat de l'AWG-LCA, et que déjà, la Convention permet aux pays d'adhérer volontairement à l'Annexe I. Certaines parties ont également souligné que l'admission ne tombe pas dans la catégorie des problèmes susceptibles d'être réglés à Cancun. D'autres ont aussi mis en relief l'amélioration de la situation économique dans de nombreux pays depuis 1992 lorsque la Convention a été adoptée, et suggérant que cela devrait être pris en compte. Certaines parties ont proposé des obligations et des engagements différenciés pour les pays en développement, au lieu de l'admission.

Pour ce qui est de l'inscription des objectifs, certaines parties ont souligné la nécessité d'examiner la nature des engagements en même temps que la relation entre les pays visés, et les pays non-visés, à l'Annexe I du Protocole de Kyoto, afin d'assurer la cohérence et la comparabilité des engagements. Plusieurs parties ont souligné que l'approche devrait être ascendante et conduire à des engagements plutôt que des objectifs, tandis que d'autres ont soutenu qu'une approche descendante est plus pratique. Certaines parties ont également plaidé pour une décision à Cancun qui commence le processus, reconnaît les engagements et encourage les parties à améliorer leur ambition. Elles ont souligné qu'une telle décision ne serait qu'une étape intermédiaire vers un accord juridiquement contraignant qui reflète les engagements des pays développés en matière d'atténuation, et les mesures différenciées prises par les pays en développement. D'autres ont souligné que les engagements de toutes les grandes économies, et pas seulement des pays de l'Annexe I, devront être consignés dans une décision à Cancun.

ATTENUATION (sous-paragraphe 1 (b) (ii) du PAB) (atténuation par les pays en développement): Les discussions du groupe de rédaction ont porté sur les communications nationales et l'ICA, points traités dans les paragraphes 28 à 43 septies du texte de négociation. Rosland, le co-facilitateur, a invité les parties à faire des suggestions en vue de rationaliser le texte et d'identifier les questions susceptibles de faire partie d'une décision à Cancun. Plusieurs parties ont souligné la nécessité de rapports plus fréquents et approfondis de la part des pays non visés à l'Annexe I, ainsi que leur grande importance pour un résultat équilibré à Cancun. Les parties ont réitéré diverses propositions à cet effet, y compris: un rapport sur toutes les actions d'atténuation, financées et autonomes; MRV et ICA nationaux et internationaux des actions financées, et MRV et ICA nationaux des actions autonomes; et rapports nationaux et vérification interne des actions autonomes, et rapports nationaux et vérification interne des actions financées. S'agissant de ce qui devra faire l'objet des rapports, certains intervenants ont préconisé toutes les MAAN, avec une différenciation entre la méthodologie de rapport pour les MAAN soutenues et les

MAAN autonomes. D'autres ont souligné que seules les MAAN financées devront être soumises à toute forme de MRV ou d'ICA.

Certaines parties ont souligné que les discussions devront être centrées sur l'appui pour le développement et la mise en œuvre des MAAN, et non pas sur le MRV des MAAN, notant que sans un appui suffisant, les MAAN ne seront pas mises en œuvre et qu'il n'y aura alors rien pour le MRV. Plusieurs parties ont déclaré que les coûts totaux convenus de toute obligation supplémentaire doivent être financés. D'autres parties ont fait objection à certaines des questions dans le texte de négociation, telles que la question des stratégies et plans de développement à faibles émissions, arguant que ce concept ne fait pas partie ni de la Convention, ni du PAB.

En ce qui concerne le contenu d'un résultat issu de Cancun, certaines parties ont proposé un accord sur l'idée de base préconisant des mesures pour améliorer les rapports, et un système visant à faciliter le dialogue et l'échange d'information, et de laisser pour l'année prochaine l'entente sur les détails opérationnels. Les discussions se poursuivront dans un sous-groupe animé par le co-facilitateur Rosland.

ATTENUATION (sous-paragraphe 1 (b) (vi) du PAB) (conséquences potentielles des mesures de riposte): Les parties ont poursuivi l'examen du texte de négociation. Le passage sur la reconnaissance de la nécessité de répondre aux besoins et aux préoccupations spécifiques des pays en développement découlant de l'impact de la mise en œuvre des mesures de riposte prises par les pays développés a été placé entre crochets. Une proposition pour l'exigence d'un consensus international sur des mesures susceptibles d'avoir un impact sur le commerce international, en particulier sur les exportations des pays, a également été placée entre crochets. Une autre proposition de veiller à ce que les mesures commerciales liées aux changements climatiques prises par les pays développés ne laissent pas le fardeau de l'atténuation des changements climatiques aux pays en développement, ou ne limitent leur développement social ou économique, a aussi été placée entre crochets.

GROUPES DE CONTACT DE L'AWG-KP

REDUCTION DES EMISSIONS DE L'ANNEXE I: Dans ce groupe de contact, le co-président Lefevre a déclaré que le but de la réunion était de voir comment les idées et propositions du groupe sur les questions diverses influencent les chiffres. L'AUSTRALIE a demandé une mise à jour sur les consultations du président Ashe de l'AWG-KP concernant les questions juridiques, et a souligné la nécessité de clarifier les options juridiques sur les règles. Le co-président Lefevre a rétorqué que les consultations sont encore en cours.

À propos de l'UTCATF, le co-facilitateur Iversen a noté des progrès sur le traitement de la force majeure et des produits ligneux récoltés (PLR), la restriction sur les PLR dans le cadre du MDP, et un processus d'examen des niveaux de référence en comptabilité dans le domaine de la gestion forestière. L'UE, appuyée par la NOUVELLE ZELANDE, l'ISLANDE et d'autres, a rappelé l'importance de fixer les règles de l'UTCATF avant un accord sur les nouveaux engagements. La représentante des ÉTATS FEDERES DE MICRONESIE, au nom de l'AOSIS, a exprimé sa préoccupation au sujet des implications des propositions sur l'UTCATF concernant la comptabilité et la transparence, et souligné la nécessité de tenir compte des impacts

quantitatifs des propositions. La NOUVELLE ZELANDE a souligné qu'en cas d'un changement significatif des règles, elle devra recalculer son objectif.

La représentante des ÉTATS FEDERES DE MICRONESIE, prenant note des préoccupations relatives à l'ambition quantitative et à l'intégrité environnementale des promesses, a déclaré que des propositions devront être soumises sur le report des UQA, la deuxième phrase de l'Article 3.2 (année de référence pour les émissions de l'UTCATF) et les Articles 3.3 et 3.4 (UTCATF). La NOUVELLE ZELANDE a suggéré que certaines de ces propositions nécessiteraient probablement des amendements au Protocole de Kyoto.

Quant aux mécanismes de flexibilité, Macey, le vice-président de l'AWG-KP a présenté les discussions sur le piégeage et la fixation du carbone (CCS), le MDP, les niveaux de référence normalisés, les nouveaux mécanismes de marché, les facteurs d'actualisation, la délivrance des réductions d'émissions certifiées et le report des UQA excédentaires. Pour ce qui est du report, il a soulevé la question de savoir si ce problème doit être débattu dans le cadre des chiffres ou des mécanismes. L'UE a souligné la nécessité de se concentrer sur la cohérence des règles, afin d'assurer un «ancrage solide» des nouveaux mécanismes dans le système international. La NOUVELLE ZELANDE a appelé les parties à résoudre les tensions entre un marché du carbone "profond et fluide», ainsi que la question du recourt aux marchés pour régler d'autres problèmes.

S'agissant du panier de questions de méthodologie, le vice-président Macey a souligné le travail effectué sur les gaz à effet de serre et les potentiels de réchauffement planétaire. Les ÉTATS FEDERES DE MICRONESIE, soutenus par beaucoup d'autres, ont proposé des options pour la consolidation des gaz à effet de serre dans le cadre de l'Annexe A. La NOUVELLE-ZELANDE a souligné l'importance de traiter du potentiel de réchauffement planétaire, compte tenu de la contribution importante du méthane et de l'oxyde nitreux dans le profil des émissions de son pays.

Dans l'après-midi, le coprésident Lefevre a présenté huit documents, à savoir: une révision du tableau présentant les options pour le traitement du report des UQA excédentaires; les soumissions contenant les vues des parties sur le texte du président (FCCC/KP/AWG/2010/MISC.6) ; une proposition pour présenter à nouveau le tableau des options dans l'Annexe B, afin de permettre la comparaison des titres du tableau; une révision australienne de ses propositions dans l'option B ; une proposition de révision des options sur les nouveaux gaz dans le texte, basée sur les résultats des discussions dans le groupe de contact sur les questions diverses ; une proposition de l'Australie sur les UQA ; une proposition de l'AOSIS sur les UQA et l'accréditation de l'UTCATF ; et une proposition par les co-présidents visant à réduire la répétition dans les options A et B. Les parties ont ensuite parcouru le texte pour intégrer chaque proposition dans le texte du président. Les parties ont noté que, bien que la cohérence entre les options A et B puisse être utile, elles craignent que la suppression des répétitions dans les deux options n'entraîne une confusion plus importante. Dans la soirée, les délégués ont poursuivi la lecture du texte afin d'y insérer propositions des parties.

CONSEQUENCES POTENTIELLES: Les parties ont poursuivi l'examen des options pour la création d'un forum permanent, ou l'utilisation des circuits existants. Le co-président M. Buendia, a souligné que le mot «forum» a une connotation juridique dans certaines langues et qu'une autre appellation

permettrait peut-être de résoudre certains des désaccords. L'ARABIE SAOUDITE, avec l'UE, a appelé à l'examen de la fonction avant de passer à la question du nom. L'UE a demandé des éclaircissements sur les implications possibles de la fonction d'"évaluation" du forum permanent proposé. Le co-président Buendía a déclaré que les soumissions des parties, y compris un texte et des précisions possibles sur les propositions contenues dans le texte du président, seront disponibles en ligne avant Cancun.

GROUPES INFORMELS DE L'AWG-KP

MECANISMES DE SOUPLESSE: Lors des consultations sur les mécanismes de flexibilité, les parties ont discuté de la répartition régionale des projets relevant du MDP, de la complémentarité, du report des UQA et de la part des fonds. Des textes ont été proposés sur chaque élément, et les parties ont été invitées à poursuivre les travaux de manière informelle sur ces questions, afin de rationaliser le texte.

UTCATF: Au cours des consultations de l'après-midi, les parties ont débattu des propositions sur l'établissement des niveaux de référence pour la gestion forestière, en se basant sur une moyenne sur les périodes d'engagement, le calendrier lié au développement de méthodologies complémentaires et de la proposition relative à un examen des présentations sur les niveaux de référence en gestion forestière. Certains participants ont exprimé la crainte que la proposition sur le processus d'examen n'entraîne un écart entre les périodes d'engagement, tandis que d'autres ont indiqué qu'ils n'envisagent pas un tel écart. Ils ont souligné que le processus d'examen assurera la transparence dans l'établissement des objectifs. Les parties ont parlé des conséquences du processus d'examen en cas de résultats contradictoires. Elles ont en outre examiné les procédures potentielles du processus d'examen proposé. Dans la soirée, le co-facilitateur Iversen a présenté un document non-officiel mettant en relief les mises à jour effectuées dans le texte à Tianjin.

PLÉNIÈRE INFORMELLE DE L'AWG-KP

Ashe, le président de L'AWG-KP, a ouvert la séance plénière informelle, et invité les parties à examiner ce qui pourrait constituer un ensemble équilibré de décisions pour Cancun dans le cadre de l'AWG-KP.

Le Yémen, au nom du G-77/CHINE, s'est dit préoccupé par les «progrès extrêmement lents» dans la voie de négociation de l'AWG-KP, et a souligné la nécessité d'éviter un décalage entre les périodes d'engagement. Il a déclaré qu'un résultat équilibré pour Cancun devrait contenir une modification de l'Annexe B et la définition des nouveaux engagements des parties à l'Annexe I. Plusieurs participants ont souligné la nécessité pour les parties de prendre des engagements pour une deuxième période, et de préserver le Protocole de Kyoto. L'Australie, l'UE, la NORVEGE et la SUISSE ont souligné la nécessité de cadrer les engagements du Protocole de Kyoto dans le contexte d'un accord global juridiquement contraignant. L'Australie a déclaré qu'un résultat issu de Cancun devra intégrer les progrès et pourrait inclure: l'intention d'œuvrer pour une deuxième période d'engagement; un texte pour servir de base pour les négociations ; un calendrier ; et la clarté des règles, à l'instar de celles sur l'UTCATF et les mécanismes.

Le représentant de l'UE a déclaré qu'un résultat à Cancun pourrait inclure l'inscription des engagements de réduction, la confirmation de la poursuite de l'architecture du Protocole de Kyoto et un plan de travail pour aller de l'avant. Il a souligné l'importance de l'envoi à la communauté internationale, d'un message fort sur la continuité des institutions et des mécanismes du Protocole de Kyoto. La NORVEGE a souligné la nécessité de discuter et de s'entendre sur les paramètres nécessaires à la prise des engagements pour une deuxième période d'engagement, y compris les questions juridiques. Le représentant du JAPON a souligné que leur participation aux négociations dans le cadre de l'AWG-KP a pour but de voir se réaliser des progrès sur les règles relatives à l'UTCATF, les mécanismes et le panier des questions méthodologiques, et que son pays s'attend à ce que ces mécanismes fassent partie d'un cadre qui rassemble tous les grands émetteurs dans un accord unique, équitable et efficace. La NOUVELLE ZELANDE a souligné que le résultat final doit être ratifiable, a rappelé que les règles devront être approuvées avant la prise des engagements, et noté qu'il est toujours nécessaire de «lire les petits caractères avant de signer le contrat.»

La représentante des ÉTATS FEDERES DE MICRONESIE, nom de l'AOSIS, a appelé à la consolidation de la fondation du Protocole de Kyoto, comme partie de l'architecture des changements climatiques globaux. Elle a déclaré que les décisions devraient porter sur: les règles comptables de l'UTCATF; les UQA excédentaires; les nouveaux gaz à effet de serre; une trajectoire claire pour accroître l'ambition de réduction des émissions des parties de l'Annexe I ; et un engagement sans équivoque en faveur du Protocole de Kyoto par les parties à l'Annexe I. TIVALU a déploré les propositions relatives à l'UTCATF qui créeraient des subventions pour l'industrie forestière, notant que cela pourrait retarder accord sur cette question à Cancun.

L'AFRIQUE DU SUD a proposé une décision globale couvrant en même temps les voies de négociations de l'AWG-LCA et de l'AWG-KP qui permettrait de refléter les éléments d'un ensemble complet sur les changements climatiques, d'assurer les parties qu'elles sont en train d'œuvrer pour un résultat et pour des éléments d'ancrage dans les deux voies, et que des progrès ont été accomplis. Le représentant de la FEDERATION DE RUSSIE a déclaré que les progrès accomplis dans la voie de l'AWG-LCA ne sont pas suffisants et a souligné qu'en l'absence de certitude sur un accord global dans le cadre de la Convention, il est peu probable que son pays apporte son soutien à une deuxième période d'engagement.

Rappelant le besoin de continuité, l'INDE a souligné que la communauté des affaires et les marchés réagissent aux politiques d'atténuation et s'attendent à la prévisibilité, et que par conséquent, les changements doivent être fonction de l'échelle de nécessité.

Le THIRD WORLD NETWORK a exhorté les parties à conclure les négociations sur une deuxième période d'engagement avant Cancun, et fait une mise en garde contre un régime de réduction d'émissions faible, déréglementé et volontaire. L'ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LES ÉCHANGES DES DROITS D'ÉMISSION a parlé de "progrès insuffisants - absence de progrès" sur les questions relatives à l'amélioration du MDP et à la mise en œuvre conjointe, et a déclaré que les investisseurs n'ont toujours pas de réponse quant à une lacune dans l'architecture du Protocole de Kyoto. L'Association des marchés du carbone et des investisseurs, au

nom des BINGO, a souligné qu'en l'absence d'objectifs clairs de réduction des émissions, la communauté des affaires a besoin tout au moins, des éclaircissements quant à la poursuite du fonctionnement du MDP, avant, pendant et après toute deuxième période d'engagement. Climate Action Network, au nom des ONGE, a appelé au "bon sens" dans les négociations sur l'UTCATF, et encouragé les parties à l'Annexe B, à comptabiliser leurs émissions et à ne pas se présenter à Cancun avec "un paquet de lacunes".

Ashe, le président de l'AWG-KP, a ensuite clos la séance plénière informelle, en notant que bien que de nombreuses divergences persistent entre les parties, il y a encore du temps entre maintenant et Cancun, pour des consultations afin de résoudre certaines de ces divergences.

DANS LES COULISSES

Le rythme frénétique des négociations s'est poursuivi sans relâche alors qu'il ne reste plus que deux jours de négociation aux délégués avant Cancun. Les parties ont fait des mains et des pieds pour finaliser les projets de textes et s'assurer que leurs propositions y sont incluses. «Je suis censé être présent à au moins cinq endroits en même temps," a commenté un négociateur harcelé, "et ces nombreuses sessions parallèles ne facilitent pas la tâche. Ce serait formidable d'avoir les textes à portée de main pour les plénières le samedi". L'effet direct de cette situation a été une multiplication des propositions et l'allongement progressif de l'avant-projet du texte de négociation dans quelques-uns des groupes de rédaction de l'AWG-LCA. D'autres groupes se sont employés à rationaliser le texte, et le travail sur le texte du président dans le groupe de l'AWG-KP sur les chiffres s'est poursuivi jusqu'à tard dans la soirée, et sera terminé à Cancun.

Après la plénière informelle de l'AWG-KP sur un résultat équilibré, beaucoup ont continué à spéculer sur les perspectives de Cancun. «Je peux compter au moins une poignée de définitions différentes du terme «équilibré», qui toutes mettent l'accent sur les positions nationales ou régionales et soulignent les divergences d'opinion entre les parties", a déploré un observateur aguerri. D'autres ont abouti à une conclusion plus optimiste, et l'un a commenté que "maintenant au moins, nous comprenons ce qu'envisagent les différents groupes - Il nous faut juste travailler pour combler le fossé entre eux"

Bien qu'ils ne se soient réunis qu'une fois dans un groupe de rédaction au cours de la semaine, de nombreux délégués de REDD-plus ont néanmoins été très actifs dans les coulisses, avec la tenue des réunions informelles par le Partenariat de REDD-plus, un groupe de 68 pays donateurs et bénéficiaires. «Nous essayons d'établir des procédures, de développer un programme de travail et de définir la participation des parties prenantes", a commenté un délégué épuisé, en sortant de la séance de nuit tard le vendredi. "Nous irons avec nos ministres à la réunion de Nagoya, à la fin du mois, et voulons nous assurer que nous avons un partenariat dont nous pouvons être fiers, au cours de la Conférence des parties sur la Biodiversité", a-t-elle poursuivi.

SYNTHÈSE ET ANALYSE DU BNT: Le numéro du Bulletin des Négociations de la Terre consacré à la synthèse et analyse des Pourparlers de Tianjin sur les changements climatiques sera disponible dès Mardi le 11 octobre 2010 en ligne à <http://www.iisd.ca/climate/cwng12/>